

Contribution TIGF à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la mise en œuvre de l'annexe I au Règlement (CE) 715/2009 sur les procédures de gestion de la congestion (CMP)

Commentaire général

TIGF souhaite souligner la qualité des échanges entre les services de la CRE, les acteurs de marché et les GRTs qui ont lieu en Concertation Gaz sur la mise en œuvre des CMP. De plus, TIGF partage la démarche de la CRE d'être proactive par rapport à l'implémentation de ces mécanismes. Néanmoins, TIGF ne partage pas l'interprétation du texte de la décision de la CE du 24 août 2012 modifiant l'annexe I du règlement CE 715/2009.

Comme indiqué dans la proposition de mise en œuvre des CMP qui accompagne la présente consultation publique, TIGF insiste sur la non pertinence d'appliquer les mécanismes de CMP sur les points non congestionnés contractuellement. La décision de la CE indique clairement que « les procédures de gestion de la congestion devraient s'appliquer aux cas de congestion contractuelle et viser à les résoudre par la restitution sur le marché des capacités non utilisées... ». De plus, le point 2.2 de l'annexe I du règlement CE 715/2009 est intitulé « Procédures de gestion de la congestion **en cas de congestion contractuelle** ». Pour ces raisons-là TIGF estime que la proposition de la CRE d'application des CMP sur des points non congestionnés va au delà des dispositions de la CE.

Par ailleurs, TIGF estime qu'une coordination étroite est nécessaire entre régulateurs au niveau du S-GRI pour éviter le développement des règles de mise en œuvre des CMP divergentes et des plannings différents entre pays.

Q1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du mécanisme de restitution aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?

RAS

Q2 : Etes-vous favorable à la règle de priorité pour la réallocation des produits restitués ?

TIGF partage l'avis de la CRE sur l'application de la règle de priorité pour inciter les restitutions rapides des produits afin de donner le temps nécessaire aux GRTs d'incorporer les capacités restitués dans les processus d'attributions usuels des capacités.

Q3 : Etes-vous favorable à ce que le mécanisme de restitution fasse partie du service de transport de base de GRTgaz et TIGF (donc sans facturation) ?

TIGF a déjà souligné dans la proposition de mise en œuvre des CMP que le traitement des demandes de restitution entraînerait un certain nombre d'opérations pour les GRTs (réception, accusé de réception, découpage du produit, intégration et identification du produit dans l'offre, traitement des priorités d'allocation, facturation du service, publication des données) nécessitant des modifications du système IT et/ou des opérations manuelles qui généreront des coûts proportionnels aux demandes de restitution des capacités. A ce jour, il faut noter que ces coûts ne sont pas pris en compte dans la trajectoire tarifaire. Intégrer ces coûts comme service de base des GRTs aurait pour conséquence une mutualisation des coûts entre tous les acteurs du marché. La facturation du service de restitution proposée par les GRTs vise à faire payer ce service uniquement aux expéditeurs qui le demandent.

Q4 : Etes-vous favorable à la facturation à l'expéditeur restituant la capacité du différentiel de prix, si positif, entre le prix initial et le prix de revente de la capacité ?

La facturation à l'expéditeur restituant la capacité du différentiel de prix, si positif, entre le prix initial et le prix de revente permettrait de limiter les comportements opportunistes des expéditeurs cherchant à acquérir la capacité au meilleur prix en contournant le mécanisme des enchères, tel que reconnu par la CRE dans la présente consultation publique.

Dans le même but, la facturation d'une charge minimale de 1% servirait à éviter ces comportements dans les cas où le prix initial est inférieur au prix de revente.

Q5 : Etes-vous favorable avec l'orientation de la CRE quant au traitement des sur-revenus potentiels générés par le mécanisme de restitution ?

TIGF est défavorable avec l'orientation proposée par la CRE quant au traitement des sur-revenus potentiels générés par le mécanisme de restitution.

Comme déjà précisé dans la réponse à la Q3, les coûts liés à la mise en place du mécanisme de restitution ne sont pas pris en compte dans la trajectoire tarifaire. Les sur-revenus associés à ce mécanisme serviraient à couvrir ces coûts et devront donc être conservés par les GRTs.

Par ailleurs, TIGF souhaite signaler l'importance de faire une analyse séparée du traitement des sur-revenus liées aux résultats des enchères et des sur-revenus associées à la facturation du service de restitution. En ce qui concerne les sur-revenus des enchères, TIGF souhaite avoir une discussion approfondie du sujet avec les services de la CRE avant de porter la discussion en Concertation Gaz.

Q6 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE de ne pas appliquer le mécanisme de surréservation et de rachat aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?

RAS

Q7 : Etes-vous favorable à une mise en œuvre du mécanisme de surréservation et de rachat dès le 1er octobre 2013 avec un mécanisme de rachat simplifié ?

TIGF est favorable à une mise en œuvre graduelle du mécanisme de surréservation et de rachat dès le 1^{er} octobre 2013 avec l'adoption d'un mécanisme de rachat simplifié transitoire. Un mécanisme de rachat fondé sur le marché et réalisé sur une plateforme électronique et/ou par l'intermédiaire d'options de rachat pourrait être introduit dans le futur en bénéficiant du retour d'expérience du mécanisme simplifié.

Q8 : Etes-vous d'accord avec un prix de rachat fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché ?

La proposition des GRTs de racheter les capacités à un prix fixe égal à 1/365 du prix régulé annuel a pour avantage la simplicité de calcul et une visibilité du prix de rachat pour les expéditeurs. TIGF est défavorable à fonder le prix de rachat sur le différentiel de prix entre les places de marché. Cette proposition serait impraticable dans les cas où il n'y a pas un place de marché liquide d'un coté du point d'interconnexion, comme c'est le cas actuellement en Espagne. Par ailleurs, la quantité de capacité additionnelle est déterminée pour que les recettes générées par la vente de ces capacités soient d'un point de vue statistique supérieur ou égal au coût du rachat de ces capacités. Ainsi, plus le risque pris au titre du rachat est important (prix de rachat élevé, rémunération du GRT modéré), moins l'offre de capacité additionnelle sera élevée.

Q9 : Etes-vous favorable à un partage 50-50 entre les GRT et les expéditeurs des recettes et coûts liés au mécanisme de surréservation et de rachat ?

TIGF souhaite rappeler que l'Annexe CMP indique que le système de surréservation et de rachat est fondé sur un régime incitatif tenant compte des risques encourus par les gestionnaires de réseau de transport qui proposent des capacités additionnelles. Pour compenser les risques financiers encourus par les GRTs, TIGF considère que la totalité des recettes liées à la vente de capacité additionnelle doit être conservé par le GRT.

Q10 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE concernant l'initiation du rachat par les GRT sur un point d'interconnexion en fonction de l'alignement des capacités fermes commercialisables de part et d'autre du point d'interconnexion ?

TIGF partage l'orientation de la CRE concernant la coordination du rachat de capacité par les deux GRTs concernés. La mise en place du mécanisme de surréservation et rachat ne serait pas possible sans une étroite coordination entre les GRTs pour définir les capacités à proposer ainsi que les règles de rachat associées.

Q11 : Avez-vous des remarques quant à la mise en œuvre du mécanisme UIOLI long terme ?

Comme indiqué par la CRE, le mécanisme d'UIOLI LT est en vigueur en France depuis plusieurs années. Au-delà du sujet de la transmission des données souligné par la CRE, TIGF considère qu'il faudra adapter les règles existantes aux nouveaux produits et calendrier de commercialisation établies par le code de réseau CAM. TIGF travaille actuellement avec les GRTs du S-GRI sur la détermination de ces règles à mettre en place pour les enchères.

Q12 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas mettre en œuvre de manière anticipée le mécanisme UIOLI de capacités fermes à un jour au point d'interconnexion Obergailbach ?

RAS